

Au premier trimestre 2017, le nombre de déclarations d'embauche hors intérim de plus d'un mois reste en hausse modérée (+ 0,5 %, après + 0,8 % au trimestre précédent), confirmant leur niveau historiquement élevé. Cette évolution résulte d'une augmentation des embauches en CDD de plus d'un mois (+ 1,0 %), les embauches en CDI étant quant à elles stables.

Sur un an, les déclarations d'embauche de plus d'un mois augmentent de 3,4 % (après + 7,1 % et + 7,6 % aux deux trimestres précédents). Cette évolution provient de la hausse des embauches en CDI (+ 6,6 %) et de celle, nettement plus modérée, des embauches en CDD de plus d'un mois (+ 0,9 %).

Les TPE affichent une augmentation de 1,0 % (après + 2,1 % le trimestre précédent), tirée par la hausse des embauches en CDD de plus d'un mois (+ 2,7 %). Les embauches des entreprises de 20 salariés ou plus restent presque stables (+ 0,2 % après - 0,2 %). Néanmoins, sur un an, le nombre de déclarations d'embauche de plus d'un mois progresse quelle que soit la taille de l'entreprise.

Au premier trimestre 2017, le nombre de déclarations d'embauche de plus d'un mois progresse de 0,9 % dans le tertiaire et est en fort repli dans l'industrie (- 6,7 %) et dans la construction (- 3,4 %). Ces baisses marquées apparaissent comme un contrecoup à l'accélération des embauches constatée fin 2016, en lien avec la fin annoncée du dispositif « Embauche PME ». Le dispositif a été tardivement reconduit jusqu'au 30 juin 2017 (décret du 28 décembre 2016). Sur un an, les déclarations d'embauche de plus d'un mois augmentent dans la construction, le tertiaire et l'industrie, respectivement de 7,6 %, 3,1 % et 1,9 %.

Sur un an, les embauches de plus d'un mois progressent dans la plupart des régions. Les régions Franche-Comté, Corse, Centre et Bourgogne sont les plus dynamiques.

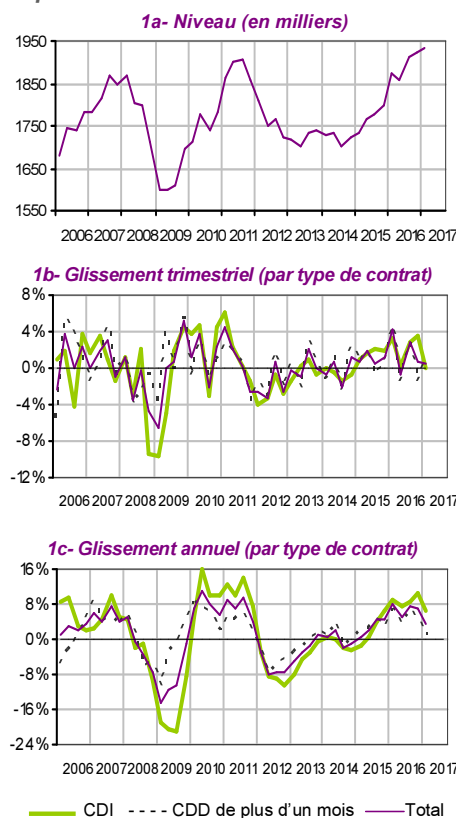
LES EMBAUCHES DE PLUS D'UN MOIS RESTENT SUR UN NIVEAU ÉLEVÉ AU PREMIER TRIMESTRE 2017

Au premier trimestre 2017, le nombre de déclarations d'embauche hors intérim de plus d'un mois¹ continue d'augmenter (+ 0,5 % après + 0,8 % au quatrième trimestre 2016). Il s'établit ainsi au niveau historique de 1,94 million d'embauches sur le trimestre (graphique 1, tableaux 1 et 3).

La hausse du premier trimestre 2017 résulte de celle des déclarations d'embauche en CDD de plus d'un mois (+ 1,0 % après - 1,4 % le trimestre précédent, graphique 1b et tableaux 1 et 3). Les déclarations d'embauche en CDI restent quant à elles stables après huit trimestres consécutifs de hausse. Celles en CDD de moins d'un mois progressent de 2,5 %, après + 1,0 % au trimestre précédent. Ainsi, au total, le nombre de déclarations d'embauche hors intérim augmente de 1,9 % au premier trimestre 2017 (tableaux 1 et 3).

Sur un an, le nombre de déclarations d'embauche de plus d'un mois décélère : + 3,4 % après + 7,1 % et + 7,6 % les deux trimestres précédents. L'évolution du premier trimestre s'explique par la hausse des embauches en CDI (+ 6,6 %) et, dans une moindre mesure, celle des CDD de plus d'un mois (+ 0,9 %, graphique 1c et tableau 3). Les déclarations d'embauche de moins d'un mois restent dynamiques (+ 4,7 % sur

Graphique 1 : Déclarations d'embauche de plus d'un mois hors intérim



Source : AcoSS - Urssaf

Tableau 1 : Estimation* des déclarations d'embauche hors intérim au cours du premier trimestre 2017 (données CVS-CJO)

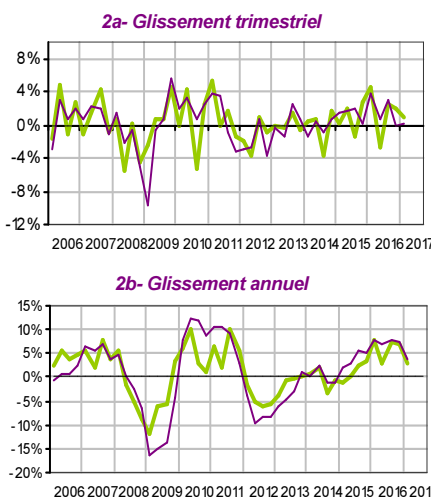
| Tranche de taille de l'entreprise | Nombre de déclarations d'embauche (en milliers) | | | Glissements trimestriels (en %) | | |
|--|---|---------------------|--------------|---------------------------------|---------------------|--------------|
| | 0 à 19 salariés | 20 salariés ou plus | Total | 0 à 19 salariés | 20 salariés ou plus | Total |
| Déclarations d'embauche de plus d'un mois | 823 | 1 112 | 1 935 | + 1,0 | + 0,2 | + 0,5 |
| dont CDD de plus d'un mois | 430 | 639 | 1 068 | + 2,7 | - 0,1 | + 1,0 |
| dont CDI | 394 | 473 | 867 | - 0,8 | + 0,6 | - 0,0 |
| CDD de moins d'un mois | 1 332 | 3 049 | 4 381 | + 3,7 | + 1,9 | + 2,5 |
| Total des déclarations d'embauche | 2 155 | 4 161 | 6 316 | + 2,6 | + 1,5 | + 1,9 |

* Données provisoires

Source : AcoSS - Urssaf

¹ Cette publication porte sur les déclarations d'embauche hors intérim, principalement celles de plus d'un mois (CDI et CDD de plus de 31 jours).

Graphique 2 : Déclarations d'embauche de plus d'un mois par taille d'entreprise



— TPE — Entreprises de 20 sal. ou +

Source : Acooss – Urssaf

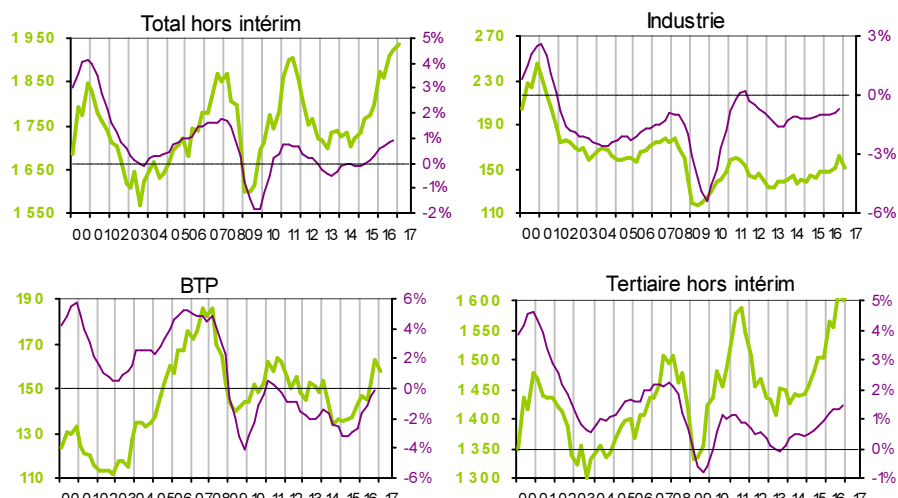
Un an), portant à 4,3 % le glissement annuel du total des déclarations d'embauche hors intérim.

Hausse dans les entreprises de moins de 20 salariés...

Au premier trimestre 2017, les déclarations d'embauche de plus d'un mois progressent de 1,0 % dans les entreprises de moins de 20 salariés (TPE) après + 2,1 % et + 2,6 % sur les deux derniers trimestres. Cette évolution résulte de la hausse des embauches en CDD de plus d'un mois (+ 2,7 % après + 0,6 %), les embauches en CDI diminuant de 0,8 %. (graphique 2a et tableaux 1 et 3). En glissement annuel, les embauches de plus d'un mois progressent de 3,1 % dans les TPE.

Les déclarations d'embauche de plus d'un mois des entreprises de 20 salariés ou plus restent quasiment stables (+ 0,2 % après - 0,2 %). Les déclarations d'embauche en CDI augmentent modérément (+ 0,6 %) alors que les embauches en

Graphique 3 : Déclarations d'embauche de plus d'un mois (en milliers) et glissement annuel de l'emploi par secteurs (hors intérim)



— Nombre trimestriel de déclarations d'embauche de plus d'un mois (axe de gauche) — Evolution des effectifs salariés en glissement annuel (axe de droite)

Source : Acooss – Urssaf

CDD de plus d'un mois sont stables (- 0,1 %). Sur un an, les déclarations d'embauche de plus d'un mois des entreprises de 20 salariés ou plus augmentent de 3,6 % (graphique 2b).

... et dans le tertiaire...

Au premier trimestre 2017, les déclarations d'embauche de plus d'un mois progressent légèrement dans le tertiaire (+ 0,9 % après - 1,4 %) mais elles sont en fort repli dans l'industrie (- 6,7 % après + 7,2 %) et dans la construction (- 3,4 % après + 7,0 %). La baisse marquée dans ces deux secteurs apparaît comme un contrecoup à l'accélération des embauches de la fin 2016, en lien avec la fin annoncée du dispositif « embauche PME ». Le dispositif a été reconduit jusqu'au 30 juin 2017 par décret du 28 décembre 2016.

Sur un an, le nombre de déclarations d'embauche de plus d'un mois progresse dans la construction, le tertiaire et l'industrie (respectivement + 7,6 %, + 3,1 %, + 1,9 %).

... et dans presque toutes les régions

Sur un an, les régions Franche-Comté, Corse, Centre et Bourgogne enregistrent les plus fortes hausses des embauches de plus d'un mois (plus de 7 %). A l'inverse, seules la Picardie, la Champagne-Ardenne et la Bretagne affichent une hausse inférieure à 2 %.

Viviana Zamfir

Département des études statistiques et de l'animation du réseau (DESAR)

Encadré 1 : Révision des glissements trimestriels des déclarations d'embauche aux deux derniers trimestres en isolant l'effet de la mise à jour des modèles de CVS-CJO

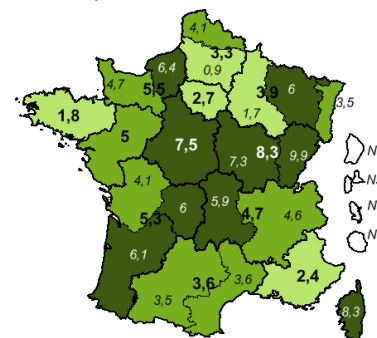
Une partie des révisions est imputable à la mise à jour des coefficients saisonniers intervenue ce trimestre (encadré 2). Par rapport à la publication du trimestre précédent, le glissement trimestriel des embauches de plus d'un mois du quatrième trimestre 2016 a été révisé à la hausse de 1,0 point dont 0,8 point imputable à la mise à jour du modèle CVS-CJO.

| en points de pourcentage | T3 2016 | | | T4 2016 | | |
|-------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|------------|------------|
| | hors cvs | cvs | total | hors cvs | cvs | total |
| DPAE de plus d'un mois | 0,0 | -0,2 | -0,2 | 0,2 | 0,8 | 1,0 |
| dont CDD > 1 mois | -0,2 | -0,3 | -0,5 | 0,1 | 1,0 | 1,1 |
| dont CDI | 0,1 | 0,0 | 0,1 | 0,2 | 0,6 | 0,8 |
| CDD de moins d'un mois | -0,2 | -0,2 | -0,4 | -0,3 | 0,4 | 0,1 |
| Total des DPAE | -0,1 | -0,2 | -0,3 | -0,2 | 0,6 | 0,4 |

Source : Acooss – Urssaf

Carte : Glissement annuel des embauches de plus d'un mois au premier trimestre 2017 (en %)

Moyenne France : + 3,4 %



Source : Acooss – Urssaf

Note : les chiffres en gras portent sur le périmètre des régions administratives en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2016.

Tableau 2 : Déclarations d'embauche par secteur détaillé d'activité (NACE 38)

| Secteurs (NACE 38) | Embauches de plus d'un mois | | | | | Ensemble des embauches (y.c. moins d'un mois) | | | |
|--|-------------------------------|--------------|--------------|--------------|---------------------------|--|-----------------------------|----------------|---|
| | Glissements trimestriels en % | | | | Glissement annuel en % | Niveaux 2017 T1 | | | |
| | 2016 T2 | 2016 T3 | 2016 T4 | 2017 T1 | | CDD de moins d'un mois | CDD de plus d'un mois | CDI | Total des déclarations d'embauche |
| BZ Industries extractives | + 22,3 | - 6,2 | + 10,6 | - 0,2 | + 26,6 | 127 | 366 | 530 | 1 024 |
| CA Industries agro-alimentaires | - 1,1 | + 2,2 | + 4,2 | - 4,0 | + 1,1 | 30 971 | 31 923 | 21 718 | 84 612 |
| CB Habillement, textile et cuir | - 6,7 | - 0,3 | + 6,2 | - 1,2 | - 2,4 | 2 946 | 3 553 | 3 249 | 9 748 |
| CC Bois et papier | - 2,9 | - 0,6 | + 7,2 | - 3,7 | - 0,3 | 3 040 | 3 614 | 3 808 | 10 461 |
| CD Cokéfaction et raffinage | + 39,5 | + 11,5 | - 17,1 | - 26,2 | - 4,8 | 0 | 0 | 68 | 68 |
| CE Industrie chimique | - 1,8 | + 11,1 | + 2,6 | - 4,8 | + 6,6 | 1 076 | 2 651 | 2 464 | 6 191 |
| CF Industrie pharmaceutique | - 5,3 | - 1,4 | - 0,4 | - 2,3 | - 9,1 | 120 | 1 582 | 1 255 | 2 958 |
| CG Industrie des plastiques et autres produits non minéraux | - 4,7 | + 2,1 | + 14,6 | - 11,6 | - 1,4 | 2 062 | 4 439 | 4 475 | 10 977 |
| CH Métallurgie et fabrication de produits métalliques | + 2,7 | + 3,2 | + 14,4 | - 11,8 | + 6,9 | 2 545 | 7 055 | 8 193 | 17 793 |
| CI Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques | + 2,6 | + 0,2 | + 7,1 | + 4,0 | + 14,6 | 356 | 1 959 | 2 419 | 4 734 |
| CJ Fabrication d'équipements électriques | + 4,1 | - 0,3 | + 11,7 | - 8,7 | + 5,9 | 381 | 1 468 | 1 790 | 3 639 |
| CK Fabrication de machines et équipements n.c.a. | + 1,5 | + 0,2 | + 7,4 | - 5,9 | + 2,7 | 686 | 2 581 | 3 247 | 6 514 |
| CL Fabrication de matériels de transport | + 12,7 | + 2,3 | + 13,8 | - 17,7 | + 7,9 | 749 | 3 328 | 4 867 | 8 945 |
| CM Industrie du meuble et diverses ; réparation et installation de machines | - 0,3 | + 4,0 | + 7,2 | - 9,8 | + 0,2 | 3 903 | 7 271 | 8 258 | 19 431 |
| DZ Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné | - 4,8 | + 1,2 | + 9,0 | - 9,2 | - 4,6 | 247 | 1 679 | 1 871 | 3 797 |
| EZ Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution | - 7,6 | + 3,7 | + 1,1 | + 8,1 | + 4,6 | 6 281 | 5 389 | 4 667 | 16 337 |
| FZ Construction | - 1,0 | + 5,2 | + 7,0 | - 3,4 | + 7,6 | 24 671 | 72 035 | 85 448 | 182 154 |
| GZ Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles | - 0,7 | + 4,6 | + 1,5 | - 2,3 | + 3,0 | 282 393 | 155 409 | 148 120 | 585 922 |
| HZ Transports et entreposage | - 2,6 | + 0,1 | + 7,6 | + 4,3 | + 9,4 | 134 002 | 55 644 | 57 570 | 247 215 |
| IZ Hébergement et restauration | - 5,1 | + 2,1 | + 3,5 | + 4,8 | + 5,0 | 741 908 | 154 619 | 152 353 | 1 048 880 |
| JA Edition et Audiovisuel | - 1,4 | + 3,7 | - 4,6 | - 1,7 | - 4,1 | 331 404 | 14 611 | 7 528 | 353 543 |
| JB Télécommunications | - 2,7 | + 2,4 | - 0,2 | + 0,7 | + 0,2 | 270 | 2 683 | 2 390 | 5 343 |
| JC Activités informatiques | + 5,2 | + 4,6 | + 1,9 | - 2,6 | + 9,2 | 4 065 | 6 453 | 25 374 | 35 892 |
| KZ Activités financières et d'assurance | - 3,3 | + 5,7 | - 2,6 | - 0,3 | - 0,7 | 18 089 | 18 202 | 20 625 | 56 916 |
| LZ Activités immobilières | - 6,0 | + 6,3 | - 11,1 | - 7,3 | - 17,7 | 10 152 | 7 373 | 10 888 | 28 414 |
| MA Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie | + 1,2 | + 3,9 | + 1,6 | + 5,3 | + 12,5 | 82 271 | 31 945 | 60 588 | 174 804 |
| MB Recherche et développement | + 23,9 | - 15,0 | - 0,2 | - 5,8 | - 1,1 | 1 246 | 5 192 | 1 968 | 8 406 |
| MC Autres activités scientifiques et techniques | + 3,1 | + 2,7 | + 2,3 | - 1,2 | + 7,0 | 234 777 | 12 174 | 12 721 | 259 672 |
| NZ Activités de services administratifs et de soutien | + 1,4 | - 1,0 | + 2,1 | + 3,2 | + 5,8 | 667 220 | 97 605 | 82 395 | 847 220 |
| OZ Administration publique | - 3,2 | + 12,5 | - 11,5 | + 6,6 | + 2,8 | 93 083 | 94 871 | 10 679 | 198 633 |
| PZ Education | + 5,9 | + 1,0 | - 17,9 | + 3,1 | - 9,4 | 67 077 | 55 012 | 10 703 | 132 791 |
| QA Activités pour la santé humaine | + 1,1 | + 1,8 | - 1,1 | - 4,4 | - 2,6 | 230 790 | 36 643 | 20 187 | 287 620 |
| QB Action sociale et hébergement médico-social | + 1,1 | + 1,8 | - 0,1 | + 3,6 | + 6,5 | 633 467 | 82 245 | 48 272 | 763 984 |
| RZ Arts, spectacles et activités récréatives | - 3,9 | + 7,0 | - 8,1 | + 6,3 | + 0,5 | 656 782 | 40 819 | 12 788 | 710 389 |
| SZ Autres activités de services | + 3,2 | + 0,8 | - 3,0 | - 3,9 | - 3,1 | 112 286 | 45 344 | 25 868 | 183 497 |
| Activités diverses et non classées | + 2,5 | - 3,5 | - 1,4 | + 0,2 | - 2,3 | 793 | 1 715 | 691 | 3 199 |
| TOTAL | - 0,7 | + 2,8 | + 0,8 | + 0,5 | + 3,4 | 4 380 553 | 1 068 360 | 866 922 | 6 315 835 |
| Industrie | - 0,3 | + 2,2 | + 7,2 | - 6,7 | + 1,9 | 55 422 | 78 101 | 72 880 | 206 402 |
| Construction | - 1,0 | + 5,2 | + 7,0 | - 3,4 | + 7,6 | 24 671 | 72 035 | 85 448 | 182 154 |
| Tertiaire | - 0,7 | + 4,2 | - 1,4 | + 0,9 | + 3,1 | 4 312 595 | 905 813 | 707 937 | 5 926 346 |

Source : Acooss - Urssaf

Tableau 3 : Dernières valeurs des séries trimestrielles des déclarations d'embauche (données CVS-CJO) *

| Trimestre | Total des entreprises | | | | | Entreprises de moins de 20 salariés | | | | |
|--|------------------------|---|--------|---|-----------------------------------|-------------------------------------|---|-------|---|-----------------------------------|
| | CDD de moins d'un mois | Déclarations d'embauche de plus d'un mois | | | Total des déclarations d'embauche | CDD de moins d'un mois | Déclarations d'embauche de plus d'un mois | | Total des déclarations d'embauche de plus d'un mois | Total des déclarations d'embauche |
| | | CDD de plus d'un mois | CDI | Total des déclarations d'embauche de plus d'un mois | | | CDD de plus d'un mois | CDI | | |
| Niveaux (en milliers) | | | | | | | | | | |
| T4 2015 | 4 134 | 1 010 | 786 | 1 797 | 5 930 | 1 287 | 400 | 363 | 764 | 2 051 |
| T1 2016 | 4 185 | 1 059 | 813 | 1 872 | 6 056 | 1 274 | 422 | 377 | 799 | 2 073 |
| T2 2016 | 4 249 | 1 044 | 815 | 1 859 | 6 108 | 1 287 | 406 | 372 | 778 | 2 065 |
| T3 2016 | 4 231 | 1 073 | 837 | 1 910 | 6 142 | 1 291 | 416 | 382 | 798 | 2 090 |
| T4 2016 | 4 275 | 1 058 | 867 | 1 925 | 6 200 | 1 284 | 419 | 397 | 815 | 2 100 |
| T1 2017 | 4 381 | 1 068 | 867 | 1 935 | 6 316 | 1 332 | 430 | 394 | 823 | 2 155 |
| Glissements trimestriels (en %) | | | | | | | | | | |
| T4 2015 | + 1,4 | + 0,7 | + 1,8 | + 1,2 | + 1,3 | + 2,6 | + 2,7 | + 2,8 | + 2,7 | + 2,7 |
| T1 2016 | + 1,2 | + 4,8 | + 3,4 | + 4,2 | + 2,1 | - 1,1 | + 5,4 | + 3,7 | + 4,6 | + 1,0 |
| T2 2016 | + 1,5 | - 1,4 | + 0,2 | - 0,7 | + 0,9 | + 1,0 | - 3,9 | - 1,2 | - 2,6 | - 0,4 |
| T3 2016 | - 0,4 | + 2,8 | + 2,8 | + 2,8 | + 0,6 | + 0,4 | + 2,5 | + 2,7 | + 2,6 | + 1,2 |
| T4 2016 | + 1,0 | - 1,4 | + 3,6 | + 0,8 | + 1,0 | - 0,5 | + 0,6 | + 3,7 | + 2,1 | + 0,5 |
| T1 2017 | + 2,5 | + 1,0 | - 0,0 | + 0,5 | + 1,9 | + 3,7 | + 2,7 | - 0,8 | + 1,0 | + 2,6 |
| Glissements annuels (en %) | | | | | | | | | | |
| T4 2015 | + 2,6 | + 2,8 | + 6,6 | + 4,4 | + 3,1 | + 1,8 | + 2,5 | + 4,5 | + 3,4 | + 2,4 |
| T1 2016 | + 3,3 | + 6,9 | + 9,2 | + 7,9 | + 4,7 | + 0,3 | + 7,0 | + 9,2 | + 8,0 | + 3,1 |
| T2 2016 | + 4,4 | + 3,3 | + 7,7 | + 5,2 | + 4,6 | + 0,3 | + 0,1 | + 6,6 | + 3,1 | + 1,3 |
| T3 2016 | + 3,8 | + 7,0 | + 8,4 | + 7,6 | + 4,9 | + 2,9 | + 6,6 | + 8,2 | + 7,4 | + 4,6 |
| T4 2016 | + 3,4 | + 4,7 | + 10,3 | + 7,1 | + 4,6 | - 0,2 | + 4,5 | + 9,2 | + 6,7 | + 2,4 |
| T1 2017 | + 4,7 | + 0,9 | + 6,6 | + 3,4 | + 4,3 | + 4,5 | + 1,8 | + 4,5 | + 3,1 | + 4,0 |

* Les résultats sont provisoires, notamment pour le dernier trimestre (encadré 2).

Source : Acooss – Urssaf

Encadré 2 : La déclaration préalable à l'embauche (DPAE) et ses retraitements statistiques

Le champ

Cette publication porte sur l'ensemble des activités concurrentielles (hors intérim et hors entreprises affiliées à la Mutualité sociale agricole (MSA)) et le secteur public pour ce qui concerne les contrats de droit privé, en France entière hors Mayotte. Les embauches classées dans le secteur public sont celles déclarées par les établissements de catégorie juridique « Personne morale et organisme soumis au droit administratif » suivant la nomenclature de SIRENE®. Ces établissements appartiennent principalement aux secteurs de l'administration publique, de l'éducation, des activités pour la santé humaine, de l'action sociale et hébergement médico-social.

La formalité administrative

Les formalités obligatoires liées à l'embauche doivent être effectuées sur un support unique, la déclaration préalable à l'embauche (DPAE), remplie par l'employeur et adressée à l'Urssaf ou à la MSA selon le régime dont il relève, quelles que soient la durée et la nature du contrat de travail. 2 % des DPAE hors intérim ont été adressées en 2016 à l'Urssaf sur support papier, 72 % par Internet et 26 % par d'autres procédures dématérialisées.

L'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics à caractère administratif ont l'obligation d'établir une DPAE lorsqu'ils embauchent des salariés dans le cadre d'un contrat de travail de droit privé. C'est notamment

le cas pour les recrutements en contrat aidé (contrat unique d'insertion, emploi d'avenir, etc.).

La DPAE doit être **réalisée au plus tôt huit jours avant l'embauche** et au plus tard dans l'instant qui précède cette embauche. Il s'agit donc d'une formalité préalable à l'embauche qui, de ce fait, traduit une intention d'embauche à très court terme. C'est une démarche obligatoire, elle permet d'ouvrir au salarié ses droits sociaux.

Jusqu'en juillet 2011, cette formalité était opérée via la déclaration unique d'embauche (DUE). Elle est depuis le 1^{er} août 2011 fusionnée avec la DPAE.

Les principaux retraitements statistiques

Depuis juillet 2005, tout employeur effectuant les DUE / DPAE par Internet a l'obligation de renseigner le type de contrat de travail. De plus, depuis juin 2011, ces mêmes employeurs ont pour obligation de renseigner la durée des CDD. Ces deux effets, associés à une progression de l'utilisation d'Internet, ont permis d'améliorer très nettement la qualité des données. Les valeurs manquantes (sur les types de contrats et les durées de CDD), désormais résiduelles, sont imputées à partir des distributions de DPAE par secteur d'activité (NACE732) de l'établissement.

En outre, des estimations des déclarations retardataires sont réalisées (environ 15 % pour

le dernier mois et 1 % pour le mois précédent) en fonction du mode de saisie, du mois d'embauche et du type de contrat de travail. **Les résultats présentés ici sont donc provisoires, notamment pour le dernier trimestre.**

Les indicateurs présentés sont corrigés des variations saisonnières et des effets « jours ouvrables » et « année bissextile » (CVS - CJO). Les coefficients saisonniers sont estimés sur les années 2000 à 2016 et sont **revus une fois par an** à l'occasion de la publication des données portant sur le premier trimestre.

Dans cette publication, les séries CVS-CJO des DPAE de plus d'un mois (CDI et CDD de plus d'un mois) et du total des DPAE sont égales à la somme des séries dessaisonnalisées par type de contrat (CDI, CDD de moins d'un mois et CDD de plus d'un mois) et tranche de taille d'entreprise (0 à 19 salariés et 20 salariés ou plus).

Définitions

Les déclarations d'embauche de plus d'un mois comprennent les CDI et les CDD de plus d'un mois. Les CDD de plus d'un mois correspondent aux CDD d'une durée strictement supérieure à 31 jours.

Le glissement trimestriel (GT) compare les données du trimestre avec celles du trimestre précédent. **Le glissement annuel (GA)** compare les données du trimestre avec celles du même trimestre de l'année précédente.